



N° PLACE SC3074

Établissement Français du Sang
20 avenue du Stade de France
93218 La Plaine Saint Denis

SERVICES D'ASSURANCES

Lot 1 : Responsabilité civile des dirigeants

Appel d'offres ouvert

Articles L 2124-1 et L.2124-2 du code de la commande publique
Articles R.2124-1, R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCTP)

PREAMBULE

L'Assureur déclare avoir eu connaissance de tout renseignement nécessaire à une juste appréciation des risques.

TITRE 1 - PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT FRANÇAIS DU SANG

1. PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE L'ÉTABLISSEMENT FRANÇAIS DU SANG

L'Etablissement Français du Sang (EFS) est un établissement public de l'Etat placé sous la tutelle du ministre chargé de la santé, créé par l'article 188 de la loi n° 98-535 du 1er juillet 1998 relative au renforcement de la veille sanitaire et du contrôle de la sécurité sanitaire des produits destinés à l'homme.

Effectivement créé le 1er janvier 2000 par décret du 31 décembre 1999 nommant son Président, l'Etablissement Français du Sang s'est, à compter de cette date, substitué, dans l'ensemble de leurs activités, aux établissements de transfusion sanguine agréés en cette qualité sur le fondement des dispositions de la loi n° 93-5 du 4 janvier 1993 relative à la sécurité en matière de transfusion sanguine et de médicament. En vertu de l'article 60 de la loi de finances rectificative pour 2000 n° 2000-1353 du 30 décembre 2000, l'Etablissement Français du Sang vient également aux droits et obligations des Etablissements de Transfusion Sanguine créés en cette qualité sur le fondement de la loi n° 52-854 du 21 juillet 1952 sur l'utilisation thérapeutique du sang humain, de son plasma et de leurs dérivés. Des conventions conclues avec chaque personne morale concernée fixent les conditions dans lesquelles les droits, obligations, créances et dettes liés aux activités antérieurement exercées sont transférées à l'Etablissement Français du Sang ainsi que les conditions dans lesquelles les biens concourant à l'exercice de ces activités sont cédés à l'Etablissement Français du Sang ou mis à sa disposition.

Les missions et activités de l'Etablissement Français du Sang sont définies aux articles L. 1222-1 et L. 1223-1 du Code de la santé publique. En sa qualité d'opérateur unique des activités de transfusion sanguine en France, l'Etablissement Français du Sang assure, sur l'ensemble du territoire national, les activités de collecte du sang, de préparation, de qualification des produits sanguins labiles, leur distribution aux établissements de santé ainsi que leur délivrance, ces activités étant habituellement définies comme les activités de monopole de l'Etablissement. Parallèlement, l'Etablissement Français du Sang exerce des activités ne relevant pas de ce monopole. Il s'agit des activités dites « *liées à la transfusion sanguine* » ou « *exercées à titre accessoire* », telles que listées à l'article R.1223-14 du Code de la santé publique.

Le chiffre d'affaires de l'Etablissement, pour l'ensemble de ses activités de monopole et de ses activités autres que transfusionnelles telles qu'elles sont ci-avant définies, s'est élevé à 883 543 € au 31 décembre 2023.

2. ORGANISATION ET PERSONNEL DE L'ETABLISSEMENT FRANÇAIS DU SANG

Conformément aux dispositions de l'article L. 1222-5 du Code de la santé publique, l'Etablissement Français du Sang est administré par un conseil d'administration dont la composition, les règles de fonctionnement et attributions sont précisées aux articles R. 1222-1 à R. 1222-7 du Code de la santé publique. Le Président du conseil d'administration est le Président de l'Etablissement Français du Sang qui, en vertu de l'article R. 1222-8 du Code de la santé publique, assure la direction de l'Etablissement dans le cadre des orientations définies par le conseil d'administration et accomplit tous les actes qui ne sont pas réservés à ce dernier.

L'Etablissement Français du Sang comprend par ailleurs, un conseil scientifique, prévu à l'article L. 1222-5 précité, qui donne des avis sur les questions médicales, scientifiques et techniques et dont la composition et les règles de fonctionnement sont définies à l'article R. 1222-10 du Code de la santé publique.

Le respect de la réglementation relative à la qualité et à la sécurité des produits sanguins labiles est garanti par une personne responsable qui a été désignée par le Président de l'Etablissement Français du Sang en vertu de l'article L. 1222-2 du Code de la santé publique. Une personne responsable intérimaire a également été nommée pour le remplacer en cas d'absence conformément à l'article R. 1222-9-3 dudit Code.

De même, pour les tissus, leurs dérivés et les préparations de thérapie cellulaire, ont été désignées par le Président une personne responsable et une personne responsable intérimaire selon les dispositions des articles L. 1243-2-1 et R. 1243-13 du Code de la santé publique.

Des Directrices Générales sont rattachées au Siège de L'Établissement Français du Sang :

- Une Directrice Générale Chaîne Transfusionnelle, Thérapies et Développement et une Directrice Générale Adjointe ;
- Une Directrice Générale Déléguée ;
- Une Directrice Générale Ressources et Performance et un Directeur Général Adjoint.

L'Etablissement Français du Sang est constitué d'un siège et de treize (13) établissements régionaux sans personnalité morale, dénommés « Etablissements de transfusion sanguine » (dix (10) sur le territoire métropolitain et trois (3) dans les départements d'outre-mer).

En vertu des articles R. 1222-10-1 et D. 1222-10-2 du Code de la santé publique, chaque Etablissement de transfusion sanguine, qui est organisé en plusieurs sites d'activités de monopole et hors monopole, a, à sa tête, un Directeur nommé par le Président de l'Etablissement Français du Sang. L'acte de nomination du Directeur précise la nature et l'étendue de la délégation qui lui est consentie par le Président de l'Etablissement Français du Sang pour la gestion de l'Etablissement de Transfusion Sanguine concerné. Outre son directeur, chaque Etablissement de transfusion sanguine comprend un Directeur Adjoint, un Directeur médical et scientifique et un Secrétaire Général nommé par le Président de l'Etablissement Français du Sang après avis du Directeur d'Etablissement.

L'organisation budgétaire et comptable de l'Etablissement Français du Sang est définie aux articles R. 1222-11 à R. 1222-16 du Code de la santé publique.

L'Etablissement est par ailleurs soumis au principe de séparation des ordonnateurs et des comptables. Le Président de l'Etablissement Français du Sang a la qualité d'ordonnateur principal, les Directeurs des Etablissements de Transfusion Sanguine d'ordonnateurs secondaires.

L'ordonnateur a la responsabilité de la préparation et de l'exécution du budget. A ce titre, il est chargé de la constatation et de la liquidation des droits et produits dont il prescrit ou autorise le recouvrement ainsi que de l'engagement, de la liquidation et de l'ordonnancement des dépenses.

L'Agent comptable principal de l'Etablissement Français du Sang est nommé par arrêté conjoint du ministère de Finances et du ministère de la Santé et bénéficie du relais au sein de chaque Etablissement de transfusion sanguine d'un Agent comptable secondaire, placé sous son contrôle et nommé par le Président de l'Etablissement Français du Sang après avis conforme de l'Agent comptable principal. Comptable public, l'Agent comptable a pour mission de recouvrer les recettes, de payer les dépenses après avoir vérifié leur régularité, de mouvementer les comptes de trésorerie et de tenir la comptabilité générale. Il est soumis à un régime de responsabilité spécifique, personnelle et pécuniaire, dans les conditions définies à l'article 60 de la loi de finances rectificative pour 1963 no 63-156 du 23 février 1963.

L'effectif total de l'Etablissement Français du Sang au 31/12/2024 était de 9 710 personnes.

En application de l'article L. 1222-7 du Code de la santé publique, ce personnel comprend des fonctionnaires et agents publics en position de détachement ou mis à disposition, ainsi que, et c'est la grande majorité du personnel de l'Etablissement, des personnels régis par le Code du travail. Une convention collective spécifique leur est applicable. Elle reconnaît, au sein du personnel, la catégorie des « cadres dirigeants » que l'accord de l'Etablissement Français du Sang relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail définit, par référence au Code du travail (article L. 3111-2) : *« entrent dans cette catégorie les cadres auxquels sont confiées des responsabilités dont l'importance implique une grande indépendance dans l'organisation de leur emploi du temps, qui sont habilités à prendre des décisions de façon largement autonome et qui perçoivent une rémunération se situant dans les niveaux les plus élevés des systèmes de rémunération de l'EFS. Les cadres dirigeants de l'EFS sont constitués des cadres répondant aux critères définis ci-dessus, qui relèvent de la position 10 médicale ou non médicale, et qui occupent les fonctions suivantes, notamment (liste énumérative mais non limitative) :*

- *Président de l'EFS ;*
- *Directeur général adjoint de l'EFS ;*
- *Directeur d'un Établissement de l'EFS ;*
- *Directeur adjoint d'un Établissement de l'EFS ;*
- *Directeur médical et scientifique d'un Établissement de l'EFS ;*
- *Secrétaire général d'un Établissement de l'EFS ;*
- *Directeur du siège ;*
- *Agent comptable principal.*

Les cadres promus ou recrutés qui viendraient à entrer ultérieurement dans cette catégorie en seront avisés individuellement.

À l'instar du reste du personnel, les cadres dirigeants peuvent relever de différents statuts : salariés de droit privé, fonctionnaires mis à disposition ou fonctionnaires détachés.

3. FILIALE DE L'ÉTABLISSEMENT FRANÇAIS DU SANG

L'Établissement Français du Sang détient une seule filiale, DIAGAST, société par actions simplifiées au capital de 3.880.000 € dont le siège social est situé à Loos. Elle a réalisé un chiffre d'affaires de 39,65 M€ en 2020.

DIAGAST a été créée en 1988 pour développer et commercialiser des systèmes complets (équipements et réactifs) d'analyse de groupage sanguin. DIAGAST est détenu à 100% par l'Etablissement Français du Sang depuis la création de l'Etablissement en 2000.

DIAGAST agit de manière indépendante de l'Établissement Français du Sang et détient sa propre organisation dédiée.

DIAGAST dispose d'une filiale créée en 2004 que la société détient à 100%, DIAGAST IBERICA, qui commercialise ses produits. Elle a réalisé un chiffre d'affaires de 1 131 398€ en 2020. DIAGAST a également ouvert, en 2009, un bureau de représentation en Inde pour assurer le développement de ses produits sur le sous-continent. Ce bureau est un établissement de droit français qui remplit des obligations indiennes mais dont les dirigeants sont les dirigeants français de DIAGAST. Les salaires indiens sont quant à eux soumis au droit indien.

Aucune acquisition, ni prise de participation n'est prévue, par l'Établissement Français du Sang ou DIAGAST, à la date du lancement de la consultation.

L'Établissement Français du Sang ne détient pas de participations dans d'autres entités.

TITRE 2 - CONDITIONS PARTICULIÈRES

Souscripteur :	Etablissement français du sang (EFS) Agissant tant pour son propre compte que pour le compte de qui il appartiendra. Représenté par son Président en exercice.		
Adresse :	20, Avenue du Stade de France - 93218 LA PLAINE ST DENIS CEDEX		
Objet du contrat :	Garantir le paiement des Conséquences Pécuniaires des responsabilités pouvant incomber aux Dirigeants dans le cadre de leurs activités pour le compte du Souscripteur et de ses Filiales.		
Activités du souscripteur	Toutes activités de l'Etablissement Français du Sang dont celles « liées à la transfusion sanguine » ou « exercées à titre accessoire ».		
Assureur et gestionnaire	Mentionnés à l'Acte d'Engagement		
Date d'effet :	1er avril 2026 à 0 heure ou à la date de notification du marché public si elle est postérieure à celle-ci	Echéance annuelle :	31 avril de chaque année à minuit, soit jusqu'au 31 mars 2030 ou à la date n+1 du marché public
Terme / durée :	4 ans fermes		
Préavis de résiliation :	Préavis de 4 mois avant l'échéance.		
Prime	Annuelle et forfaitaire. Elle est mentionnée dans l'annexe financière à l'acte d'engagement.		
Périodicité du paiement :	Annuelle		

ARTICLE 1 – DISPOSITIONS GENERALES

Le souscripteur souhaite l'établissement d'un contrat d'assurances garantissant notamment les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile de ses Dirigeants et mandataires sociaux dans le monde entier.

ARTICLE 2 – DEFINITIONS DES ASSURES

- Les dirigeants (passés, présents ou futurs) du souscripteur, y compris ses filiales avec ou sans délégation de pouvoir :
 - o De droit : toute personne physique investie de fonctions exécutives conférant des pouvoirs de direction conformément à la loi, et/ou aux statuts du souscripteur, et/ou titulaire d'une délégation de pouvoir ;
 - o de fait : toute personne qui, sans avoir de titre officiel, exerce de manière indépendante, continue et effective une fonction de direction et réalisent des actes positifs de gestion..
- Leurs conjoints et ayants droit (en cas de réclamation conjointe) ;
- Les employés du souscripteur, dans le cadre d'une réclamation liée à l'emploi, lorsqu'ils font l'objet d'une mise en cause avec un dirigeant ;
- Le souscripteur, si la faute d'un dirigeant était qualifiée comme « non séparable » de ses fonctions.

Il est précisé que les différents assurés sont tiers entre eux au titre du présent contrat.

ARTICLE 3 – RESPONSABILITE CIVILE DES DIRIGEANTS

L'assureur prend en charge les conséquences pécuniaires induites par toute réclamation formulée par un tiers à l'encontre d'un assuré et mettant en cause sa responsabilité civile et/ou pénale du fait d'une faute professionnelle, avérée ou alléguée, commise dans l'exercice de ses fonctions pour le compte du souscripteur ou au titre de ses fonctions au sein d'une filiale, Comité d'entreprises, associations et fondations. La couverture bénéficie également aux représentants dans les participations.

Le présent contrat a pour objet de prendre en charge en leur lieu et place ou de rembourser aux Dirigeants le règlement des conséquences pécuniaires des Sinistres résultant de toute Réclamation introduite à leur encontre pendant la Période d'Assurance ou la Période Subséquente, mettant en jeu leur responsabilité civile individuelle ou solidaire et imputable à toute Faute Professionnelle, réelle ou alléguée, commise dans l'exercice de leurs fonctions.

Sont constitutifs d'une faute de gestion tous les actes contraires à l'intérêt social, y compris les fautes non-intentionnelles (imprudence ou négligence, sans niveau de gravité) et l'inaction / l'abstention.

Exemples de fautes de gestion :

- Non tenue d'une comptabilité régulière ;
- Utilisation des fonctions à des fins personnelles traduisant un abus de biens sociaux ;
- Infractions aux dispositions légales et réglementaires ;

- Manquements à l'obligation de sécurité par un assuré personne physique, entraînant un accident de travail ;
- Infractions fiscales ;
- Faute liée à l'emploi, au droit social (contentieux prud'homal à la suite de harcèlement moral, sexuel, ou de discrimination sous toutes ses formes, ou de licenciement sans cause réelle et sérieuse...) par un assuré personne physique ;
- Faute personnelle détachable des fonctions ;
- non-respect des délais dans le cadre d'une cessation des paiements et/ou d'insuffisance d'actifs des filiales de droit privé ;
- Corruption, délit de favoritisme lors des marchés publics... ;

Le contrat comprend la couverture de la défense civile ou pénale des intérêts de tout assuré en cas de sinistre garanti ainsi que des recours visant à obtenir la réparation pécuniaire des dommages subis par l'assuré et qui ont trait à l'un des risques couverts au titre du présent contrat.

Dans ce cadre, l'assureur garantit le libre choix de son défenseur à l'assuré sous réserve d'une information préalable de l'assureur.

Cette garantie est également accordée en cas d'enquête ou de poursuite par une autorité administrative chargée d'un pouvoir de régulation, contrôle ou sanction.

La garantie prend en compte l'avance de la caution pénale.

Sont également garantis les frais et honoraires rendus nécessaires à la préparation de la défense du dirigeant en cas de comparution immédiate ou de garde à vue intervenant dans le cadre d'une enquête faite à l'encontre du souscripteur et pouvant déboucher sur la mise en cause du dirigeant.

L'assureur prendra également en charge le coût des consultations d'un psychologue que l'assuré, son conjoint (y compris concubin, partenaire lié par un PACS), ses ascendants et descendants pourraient engager suite à une mise en cause en responsabilité.

La garantie est également accordée en cas de réclamation conjointe à l'encontre d'un assuré et du souscripteur, notamment en cas de faute non séparable.

ARTICLE 4 - MONTANTS DES GARANTIES ET FRANCHISES

Les plafonds ci-après s'entendent par année d'assurance.

Garanties	Montant des garanties	Montant des franchises
Responsabilité des dirigeants :		
- Tous dommages confondus	5 000 000 € (offre de base) 7 000 000 € (offre variante)	Néant
- Recours et défense pénale	Inclus	Néant
Avance caution pénale :	50 000 €	Néant
Garantie personne morale administrateur du souscripteur / société souscriptrice, dirigeant de droit de filiale et participations	3 500 000 €	Néant
Garantie faute non séparable	Sans limitation de montant	Néant
Garantie réclamation conjointe (prise en charge des frais de défense en cas de sinistre concernant à la fois des personnes assurées et le souscripteur, filiales et participations)	Sans limitation de montant	Néant
Fonds de prévention des difficultés de la structure	50 000 €	
Frais de soutien psychologique :	25 000 €	Néant
Enquête d'une autorité administrative auprès du souscripteur, filiales et les participations	Sans limitation de montant	Néant
Frais d'investigation	Sans limitation de montant	Néant
Frais d'atténuation du risque	30 000 €	Néant
Réclamation liée aux rapports sociaux	3 500 000 €	Néant
Sanctions pécuniaires assurables	3 500 000 €	Néant
Procédure plaider coupable	1 750 000 €	Néant
Frais de défense des personnes physiques, en cas d'atteinte à l'environnement	1 750 000 €	Néant
Atteinte à la réputation	150 000 €	Néant
Soutien psychologique	150 000 €	Néant
Extradition	50 000 €	Néant
Frais de soutien en cas de mesure restrictive de propriété	50 000 €	Néant
Procédures collectives (frais de conseil en cas d'ouverture de liquidation judiciaire et/ou d'action en report de la date de cessation des paiements)	1 750 000 €	Néant
Frais d'assistance en cas de garde à vue	1 750 000 €	Néant
Frais de conseil en cas de contrôle fiscal d'un dirigeant de droit	1 750 000 €	Néant

Les garanties mentionnées devront être identiques en termes de contenu, d'étendue et de modalités d'application entre l'offre de base et l'offre variante.

ARTICLE 5 – DISPOSITIONS PARTICULIERES

A. DISPOSITIONS RELATIVES AUX GARANTIES

La garantie est acquise dès la prise d'effet prévue aux conditions particulières du contrat avec reprise du passé. Elle s'applique selon le régime de la réclamation et conformément aux dispositions de la Loi n° 2003-706 du 1^{er} août 2003. La garantie subséquente est accordée pour 5 ans. La garantie est illimitée dans le temps pour les anciens dirigeants.

La garantie s'étend aux réclamations formulées contre les dirigeants personnes physiques en raison des fautes de management ou de gestion des relations de travail (discrimination, harcèlement, licenciement abusif, diffamation, etc...) à l'exclusion des réclamations visant la personne morale en qualité d'employeur.

La garantie prend en compte le manquement d'un assuré à une obligation légale ou réglementaire de sécurité.

B. DISPOSITIONS RELATIVES AUX EXCLUSIONS

NONOBTANT TOUTES AUTRES DISPOSITIONS CONTRAIRES, SONT SEULS EXCLUS DE LA GARANTIE :

B.1 – LES DOMMAGES CAUSES PAR LA FAUTE INTENTIONNELLE OU DOLOSIVE DE L'ASSURE SI CELLES-CI SONT RECONNUES PAR UNE DECISION DE JUSTICE DEFINITIVE (APRES EPUISEMENT DS VOIES DE RECOURS).

LA FAUTE DE CHAQUE ASSURÉ EST APPRECIÉE DE FAÇON INDÉPENDANTE.

B.2 – LES DOMMAGES OCCASIONNES PAR LA GUERRE CIVILE OU ETRANGERE.

B.3 – LES DOMMAGES CAUSES PAR :

- DES ARMES / ENGINS DESTINES A EXPLOSER PAR MODIFICATION DE STRUCTURE DU NOYAU DE L'ATOME ;

- TOUT COMBUSTIBLE NUCLEAIRE, PRODUIT OU DECHET RADIOACTIF OU TOUTE AUTRE SOURCE DE RAYONNEMENTS IONISANTS SI LES DOMMAGES :

- **FRAPPENT DIRECTEMENT UNE INSTALLATION NUCLEAIRE ;**
- **OU ENGAGENT LA RESPONSABILITE EXCLUSIVE D'UN EXPLOITANT D'INSTALLATION NUCLEAIRE ;**
- **OU TROUVENT LEUR ORIGINE DANS LA FOURNITURE DE BIENS OU SERVICES CONCERNANT UNE INSTALLATION NUCLEAIRE.**

B.4 – TOUTE SOURCE DE RAYONNEMENTS IONISANTS DESTINEE A ETRE UTILISEE HORS D'UNE INSTALLATION NUCLEAIRE A DES FINS INDUSTRIELLES, COMMERCIALES, AGRICOLES, SCIENTIFIQUES OU MEDICALES. CETTE DISPOSITION

NE S'APPLIQUE PAS AUX DOMMAGES CAUSES PAR DES SOURCES DE RAYONNEMENTS IONISANTS (RADIONUCLEIDES OU APPAREILS GENERATEURS DE RAYONS X) UTILISEES OU DESTINEES A ETRE UTILISEES EN FRANCE, HORS D'UNE INSTALLATION NUCLEAIRE, A DES FINS INDUSTRIELLES OU MEDICALES, LORSQUE L'ACTIVITE NUCLEAIRE :

- MET EN ŒUVRE DES SUBSTANCES RADIOACTIVES N'ENTRAINANT PAS UN REGIME D'AUTORISATION DANS LE CADRE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (ICPE).
- NE RELEVE PAS NON PLUS D'UN REGIME D'AUTORISATION AU TITRE DE LA REGLEMENTATION RELATIVE A LA PREVENTION DES RISQUES SANITAIRES LIES A L'ENVIRONNEMENT ET AU TRAVAIL (ARTICLE R 1333-23 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE).

B.5 – LES AMENDES, PENALITES, COTISATIONS, REDEVANCES.

B.6 – LES RECLAMATIONS DESTINEES A OBTENIR LA REPARATION DE DOMMAGES CORPORELS, MATERIELS ET IMMATERIELS CONSECUTIFS, SAUF POUR LES CAS SUIVANTS :

- RECLAMATION (PERSONNE PHYSIQUE) LIEE A L'EMPLOI VISANT A OBTENIR LA REPARATION D'UN PREJUDICE MORAL ;
- FRAIS DE DEFENSE LIES A UNE RECLAMATION POUR FAUTE DE GESTION VISANT A OBTENIR LA REPARATION :
- DE TOUT DOMMAGES CORPOREL, MATERIEL OU IMMATERIEL CONSECUTIF RESULTANT EXCLUSIVEMENT D'UNE POLLUTION ;
- DE TOUT DOMMAGES IMMATERIELS CONSECUTIFS.

Par dérogation à l'exclusion des réclamations visant à obtenir la réparation des dommages corporels, matériels et immatériels, demeurent garanties, y compris les Frais de Défense, les Conséquences Pécuniaires.

B.7 – LES RECLAMATIONS FONDEES SUR OU AYANT POUR ORIGINE UN AVANTAGE PECUNIAIRE OU EN NATURE, OU UNE REMUNERATION AUQUEL L'ASSURE N'AVAIT PAS LEGALEMENT DROIT.

B.8 – LES RECLAMATIONS FONDEES SUR OU AYANT POUR ORIGINE TOUTE PROCEDURE AMIABLE, JUDICIAIRE OU ARBITRALE ANTERIEURE A LA DATE D'EFFET DU PRESENT CONTRAT OU DONT LES FAITS SONT IDENTIQUES ET SE RATTACHENT A CETTE PREMIERE PROCEDURE.

ARTICLE 6 – ELEMENTS D'INFORMATIONS TECHNIQUES / ANTECEDENTS DU RISQUES

Aucun Sinistre n'a été déclaré dans le cadre du précédent contrat garantissant la responsabilité des Dirigeants du Souscripteur et de sa ou ses Filiales en vigueur depuis le 1^{er} avril 2018.

L'Assureur déclare avoir eu une connaissance suffisante des risques sur la base des informations fournies par le Souscripteur.

L'Assureur renonce à exiger du Souscripteur la production d'une liste nominative des Dirigeants à la date de conclusion puis en cours d'exécution du contrat.

TITRE 3 - OBJET ET ETENDUE DES GARANTIES

1. OBJET DE LA GARANTIE

1.1 - RESPONSABILITÉ CIVILE DES DIRIGEANTS

Le présent contrat a pour objet de prendre en charge en leur lieu et place ou de rembourser aux Dirigeants le règlement des conséquences pécuniaires des Sinistres résultant de toute Réclamation introduite à leur encontre pendant la Période d'Assurance ou la Période Subséquente, mettant en jeu leur responsabilité civile individuelle ou solidaire et imputable à toute Faute Professionnelle, réelle ou alléguée, commise dans l'exercice de leurs fonctions. Par ailleurs, la garantie est illimitée dans le temps pour les anciens dirigeants.

1.2 - REMBOURSEMENT DU SOUSCRIPTEUR ET/OU DE L'UNE DE SES FILIALES

Dans le cas où le Souscripteur et/ou une Filiale peut légalement prendre à sa charge le règlement des Conséquences Pécuniaires des Sinistres et/ou des Frais de Défense résultant de toute Réclamation introduite à l'encontre des Assurés pendant la Période d'Assurance ou la Période Subséquente, mettant en jeu leur responsabilité civile individuelle ou solidaire et imputable à toute Faute Professionnelle, réelle ou alléguée, commise par les Assurés dans l'exercice de leurs fonctions de Dirigeant, le présent contrat a également pour objet de rembourser au Souscripteur et/ou à la Filiale ces Conséquences Pécuniaires et/ou Frais de Défense.

Par ailleurs, la garantie est illimitée dans le temps pour les anciens dirigeants.

1.3 - DÉFENSE CIVILE ET DÉFENSE PÉNALE DES DIRIGEANTS

Le présent contrat a également pour objet de garantir les Frais de Défense civile ou pénale exposés pour la défense des Dirigeants, afférents à toute Réclamation introduite à leur encontre pendant la Période d'Assurance ou la Période Subséquente, mettant en jeu leur responsabilité individuelle ou solidaire et imputable à toute Faute Professionnelle, réelle ou alléguée, commise dans l'exercice de leurs fonctions.

Par ailleurs, la garantie est illimitée dans le temps pour les anciens dirigeants.

L'Assureur fait l'avance des Frais de Défense dans l'attente de l'issue définitive de la Réclamation conformément aux dispositions définies ci-après.

L'Assureur prend en charge et organise la défense de l'Assuré à la suite de toute réclamation amiable ou judiciaire mettant en cause la responsabilité de ce dernier au titre des garanties prévues par le présent contrat.

L'Assureur dirige la défense de l'Assuré devant les juridictions civiles, administratives ou arbitrales, en accord avec l'Assuré, qu'il estime fondée ou non, dès lors que la mise en cause relève du champ des garanties.

Toutefois, l'Assuré conserve la possibilité, en accord avec l'Assureur, d'assurer lui-même la direction du procès lorsque les enjeux financiers du litige le justifient ou lorsque la nature du litige présente un intérêt particulier pour la défense de sa réputation ou de son image. En toute hypothèse, la stratégie de défense est arrêtée d'un commun accord entre l'Assureur et l'Assuré, dans le respect de leurs obligations réciproques.

En matière pénale, l'Assuré conserve le libre choix de son avocat et reste maître de sa défense personnelle.

L'Assureur peut toutefois, avec l'accord de l'Assuré, s'associer à cette défense afin de protéger ses propres intérêts civils et assurer la cohérence des positions prises.

Tous les frais de défense, d'avocat, d'expertise et de procédure sont pris en charge par l'Assureur dans la limite des montants de garantie.

Aucune transaction ou reconnaissance de responsabilité ne peut être conclue par l'Assuré sans l'accord de l'Assureur.

De même, l'Assureur ne peut transiger sans avoir préalablement informé l'Assuré et recueilli ses observations.

En cas de désaccord entre l'Assureur et l'Assuré sur l'opportunité de transiger ou de poursuivre une action judiciaire, le différend peut, à la demande de l'une des parties, être soumis à une procédure d'arbitrage selon les modalités précisées au présent contrat.

2. EXTENSIONS

2.1 ENQUÊTE, INSTRUCTION, INVESTIGATION MENÉES À L'ENCONTRE DU SOUSCRIPTEUR

Les garanties du présent contrat sont expressément étendues aux honoraires et frais divers nécessaires à la préparation de la défense personnelle des Assurés, dans le cadre de toute comparution nécessitée par toute enquête, instruction, investigation ou toute autre procédure officielle civile, administrative ou pénale introduites à l'encontre du Souscripteur et/ou d'une Filiale pendant la Période d'Assurance, si les faits ou circonstances sont susceptibles de donner naissance à une Réclamation faite à l'encontre des Assurés.

Cette définition d'enquête inclut :

- Tous cas de comparution d'une personne physique assurée à titre personnel, demande de documents / réponse à des questions, ou tout cas où la personne est ciblée par l'investigation ;
- Les demandes comme les visites sur place / perquisitions.

CETTE EXTENSION NE S'APPLIQUE PAS AUX ENQUÊTES, INSTRUCTIONS, INVESTIGATIONS OU AUTRE PROCÉDURE OFFICIELLE CIVILE, ADMINISTRATIVE OU PÉNALE INTRODUITES OU MENÉES AUX ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, OU

INTRODUITES À L'ENCONTRE DU SOUSCRIPTEUR ET/OU D'UNE FILIALE ANTERIEUREMENT À LA DATE D'EFFET DES GARANTIES DU PRÉSENT CONTRAT.

2.2 MANDATS EXTÉRIEURS DANS LES PARTICIPATIONS

Les garanties du présent contrat sont expressément étendues à la prise en charge des conséquences pécuniaires des Sinistres et/ou Frais de Défense résultant de toute Réclamation introduite pendant la Période d'Assurance ou la Période Subséquente à l'encontre d'un Représentant, mettant en jeu sa responsabilité individuelle ou solidaire, et imputable à toute Faute Professionnelle, réelle ou alléguée, commise par celui-ci dans l'exercice de ses fonctions de Dirigeant de droit d'une participation ou de membre d'un comité d'une Participation créé dans le cadre du gouvernement d'entreprise.

Par ailleurs, la garantie est illimitée dans le temps pour les anciens dirigeants.

2.3 HÉRITIERS, LEGATAIRES, REPRESENTANTS LEGAUX ET AYANTS-CAUSE

Les garanties du présent contrat sont expressément étendues à la prise en charge des conséquences pécuniaires des Sinistres et/ou Frais de Défense résultant de toute Réclamation fondées sur des Fautes professionnelles commises par les Assurés, introduite pendant la Période d'Assurance ou la Période Subséquente à l'encontre des héritiers, légataires, représentants légaux et ayant-cause des Assurés décédés ou frappés d'incapacité juridique ou déclarés en faillite personnelle ou ayant sollicité un moratoire ou un sursis de paiement.

2.4 CONJOINTS

Les garanties du présent contrat sont expressément étendues à la prise en charge des conséquences pécuniaires des Sinistres et/ou Frais de Défense résultant de toute Réclamation fondée sur des Fautes professionnelles commises par les Assurés, introduite pendant la Période d'Assurance ou la Période Subséquente à l'encontre de leur époux(se) ou concubin(e) ou partenaire lié par un pacte civil de solidarité (ou tout autre contrat similaire) et visant à obtenir réparation sur les biens communs ou indivis.

2.5 FONDATEURS DE LA (DES) FILIALE(S)

Les garanties du présent contrat sont expressément étendues à la prise en charge des conséquences pécuniaires des Sinistres et/ou des Frais de Défense résultant de toute Réclamation introduite à l'encontre d'un fondateur pendant la Période d'Assurance ou la Période Subséquente, mettant en jeu sa responsabilité individuelle ou solidaire et imputable à toute autre Faute Professionnelle commise par ce fondateur lors de la constitution de toute autre personne morale destinée à devenir une Filiale.

2.6 ATTEINTE A LA RÉPUTATION

Les garanties du présent contrat sont expressément étendues à la prise en charge des Frais de Réhabilitations engagées par un Assuré pendant la Période d'Assurance.

Le montant maximum des Frais de Réhabilitation pris en charge par l'Assureur pendant la Période d'Assurance selon les dispositions mentionnées à l'article 4 relatif aux montants de garantie.

2.7 SOUTIEN PSYCHOLOGIQUE

Les garanties du présent contrat sont expressément étendues à la prise en charge des Frais de Soutien psychologique engagés pendant la Période d'Assurance.

Le montant maximum des Frais de Soutien psychologique pris en charge par l'Assureur pendant la Période d'Assurance est mentionné à l'article 4 relatif aux montants de garantie.

2.8 RÉCLAMATION LIEE AUX RAPPORTS SOCIAUX

Les garanties du présent contrat sont expressément étendues à la prise en charge des conséquences pécuniaires des Sinistres et/ou des Frais de Défense résultant de toute Réclamation introduite pendant la Période d'Assurance ou la Période Subséquente à l'encontre d'un Assuré et/ou d'un employé du Souscripteur et mettant en jeu leur responsabilité individuelle ou solidaire en raison de toute Violation des règles relatives aux Rapports Sociaux commise par ceux-ci.

SONT EXCLUES LES RÉCLAMATIONS LIÉES AUX RAPPORTS SOCIAUX DONT LES FAITS SONT IDENTIQUES ET SE RATTACHENT A UNE PREMIERE PROCÉDURE ANTÉRIEURE A LA DATE D'EFFET DU CONTRAT.

2.9 FRAIS DE DÉFENSE EN CAS DE RÉCLAMATION CONJOINTE

En cas de Réclamation faite conjointement à l'encontre du Souscripteur et/ou d'une Filiale et d'un Assuré pendant la Période d'Assurance ou la Période Subséquente, les garanties du présent contrat sont expressément étendues à la prise en charge des Frais de Défense exposés par le Souscripteur et/ou d'une Filiale pour sa propre défense dans les conditions prévues dans la rubrique « Avance des Frais de Défense et des Frais annexes », lorsque celle-ci est défendue par le même conseil que l'Assuré.

Les frais de constitution de caution et les frais consécutifs à une réclamation conjointe sont inclus dans cette définition.

CETTE EXTENSION NE S'APPLIQUE PAS :

AUX RÉCLAMATIONS FONDÉES SUR OU AYANT POUR ORIGINE LA VIOLATION DES LOIS OU RÈGLEMENTS REGISSANT :

LES VALEURS MOBILIÈRES D'UNE FILIALE OU

LA VENTE, L'ACHAT OU L'ENREGISTREMENT DE VALEURS MOBILIÈRES D'UNE FILIALE, ET/OU

AUX RÉCLAMATIONS INTRODUITES DEVANT LES JURIDICTIONS DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE OU DE L'UN DE SES ÉTATS, TERRITOIRES OU POSSESSIONS, OU FONDÉES SUR LE DROIT FÉDÉRAL DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, OU SUR LE DROIT DE L'UN DE SES ÉTATS, TERRITOIRES OU POSSESSIONS.

2.10 EXTRADITION

2.10.1. FRAIS DE DÉFENSE DANS LE CADRE D'UNE PROCÉDURE D'EXTRADITION

Les Frais de Défense garantis par le présent contrat sont expressément étendus aux honoraires et Frais divers engagés pour la défense d'un Assuré dans le cadre de toute procédure d'extradition menée à son encontre, et qui fait suite à :

- La réception par l'Assuré d'une notification officielle écrite émanant de l'autorité gouvernementale ou administrative compétente l'informant de l'existence d'une demande d'extradition faite à son encontre ou,
- L'arrestation de l'Assuré en application d'un mandat d'arrêt à son encontre.

Les Frais de Défense pris en charge par l'Assureur comprennent notamment ceux engagés dans le cadre de toute procédure d'appel issue du contentieux de l'extradition, toute procédure contentieuse liée à la détermination de la nationalité de l'Assuré et au caractère recevable ou non de la demande d'extradition, tout recours hiérarchique ou judiciaire fait à l'encontre de tout acte administratif lié à la procédure d'extradition, notamment la décision d'extradition émanant de l'autorité gouvernementale ou administrative compétente ainsi que tout recours devant la Cour Européenne des Droits de l'Homme ou toute autre juridiction similaire.

2.10.2. FRAIS ANNEXES LIÉS A UNE PROCÉDURE D'EXTRADITION

Les garanties du présent contrat sont expressément étendues à la prise en charge :

- Des Frais de Communication liés à une procédure d'extradition engagés par un Assuré pendant la Période d'Assurance, et/ou
- Des Frais de Consultants liés à une procédure d'extradition engagés par un Assuré pendant la Période d'Assurance,

Qui font suite à une Réclamation garantie introduite à l'encontre de l'Assuré.

Le montant maximum des Frais de Communication liés à une procédure d'extradition et/ou des Frais de Consultants liés à une procédure d'extradition pris en charge par l'Assureur pendant la Période d'Assurance est mentionné à l'article 4 montants de garantie.

2.11 FAUTE NON SÉPARABLE

Le présent contrat a également pour objet de prendre en charge en ses lieux et place ou de rembourser au Souscripteur et/ou à une Filiale le règlement des Conséquences Pécuniaires des Sinistres et/ou des Frais de Défense résultant de toute Réclamation introduite à son encontre par un Tiers pendant la Période d'Assurance ou la Période Subséquente, mettant en jeu sa responsabilité civile du seul fait d'une Faute Professionnelle commise par un Dirigeant qui constitue la cause légale du Sinistre et est expressément jugée par une juridiction non séparable de ses fonctions de Dirigeant

La présente extension s'applique uniquement si :

- A) Ladite Réclamation est fondée sur les mêmes faits que ceux invoqués lors d'une Réclamation initiale introduite séparément et antérieurement contre le Dirigeant personne physique et qui a été rejetée par une décision d'une juridiction appliquant le droit français et ayant autorité de chose jugée reconnaissant l'existence d'une Faute Professionnelle du Dirigeant mais l'exonérant de toute responsabilité civile personnelle sur le fondement que ladite Faute Professionnelle n'était pas séparable de ses fonctions de Dirigeant ou si,
- B) Ladite Réclamation est faite conjointement à l'encontre du Souscripteur et/ou à d'une Filiale, d'une part, et du Dirigeant personne physique, d'autre part, et qu'elle donne lieu à une décision d'une juridiction appliquant le droit français et ayant autorité de chose jugée qui reconnaît la seule responsabilité civile du Souscripteur du seul fait d'une Faute Professionnelle commise par le Dirigeant non séparable de ses fonctions et rejette la responsabilité civile personnelle du Dirigeant pour les mêmes faits sur le fondement que ladite Faute Professionnelle n'était pas séparable de ses fonctions de Dirigeant.

2.12 FONDS DE PRÉVENTION

2.12.1 MANDATAIRE AD HOC ET/OU CONCILIATEUR DESIGNÉ PAR LE PRÉSIDENT DU TRIBUNAL

Les garanties du présent contrat sont expressément étendues à la prise en charge des frais et dépenses engagés par une Filiale, notamment les frais de rémunération du mandataire ad hoc, du conciliateur ou, le cas échéant de tout expert désigné par le président du tribunal de commerce ou de grande instance, dans le cadre de toute procédure de conciliation ou de nomination d'un mandataire ad hoc visée aux articles L.611-4 et suivants du Code de commerce introduite pendant la Période d' Assurance à la requête du représentant légal de la Filiale.

Les frais et dépenses arrêtés par ordonnance du président du tribunal ou par jugement du tribunal ou visés par un acte du greffe, notamment les frais de requête ou d'homologation, ne sont pas soumis à l'autorisation préalable de l'Assureur en vue de leur règlement à la Filiale.

Les honoraires d'avocats et/ou d'experts comptables non-salariés de la Filiale qu'elle expose à l'occasion de la procédure de conciliation ou de nomination d'un mandataire ad hoc feront l'objet d'un règlement s'ils ont été préalablement approuvés par l'Assureur. Celui-ci ne pourra refuser son consentement sans motif valable.

2.12.2. EXPERT DESIGNÉ LORS DES PROCÉDURES D'ALERTE

Le présent contrat a également pour objet de prendre en charge les frais et honoraires, préalablement autorisés par écrit par l'Assureur, de tout expert mandaté par une Filiale, si elle n'est pas en cessation des paiements, pour accomplir une mission en lien direct avec la survenance pendant la Période d'Assurance d'une procédure d'alerte à l'initiative :

- Du commissaire aux comptes de la Filiale (articles L. 234-1 et suivants du Code de commerce), ou des associés ou des actionnaires de la Filiale (articles L. 223-36 et L. 225-232 du Code de commerce) ou,
- Du comité d'entreprise ou des délégués du personnel de la Filiale (article L. 234-3 du Code de commerce) ou du président du tribunal de commerce (article L. 611-2 du Code de commerce) convoquant les Dirigeants de la Filiale.

3. CHAMP D'APPLICATION DE LA GARANTIE

3.1 FONCTIONNEMENT DE LA GARANTIE DANS LE TEMPS

3.1 La garantie s'applique exclusivement aux Réclamations introduites à l'encontre d'un Assuré pendant la Période de validité de la garantie ou, sous condition, pendant la Période Subséquente.

3.1.2 En cas de résiliation du présent contrat, les Assurés bénéficient d'une période de garantie subséquente de cinq ans durant laquelle les Assurés, via le Souscripteur, peuvent notifier à l'Assureur toute Réclamation faite à leur encontre pour toute Faute Professionnelle ayant été commise antérieurement à la date de fin du contrat sauf si le Souscripteur et/ou l'une de ses Filiales a souscrit une nouvelle garantie de responsabilité déclenchée par la Réclamation auprès d'un nouvel assureur couvrant le même risque que le présent contrat.

4. ÉTENDUE GEOGRAPHIQUE DE LA GARANTIE OU TERRITORIALITÉ

Le contrat couvre les Réclamations introduites à l'encontre des Assurés **DANS LE MONDE ENTIER** sauf en ce qui concerne :

- Les garanties accordées au titre de la garantie « FAUTE NON SÉPARABLE » qui s'appliquent uniquement aux RÉCLAMATIONS INTRODUITES À L'ENCONTRE DES ASSURÉS DEVANT UNE JURIDICTION DONNANT LIEU A UNE DÉCISION SUR LE FOND APPLIQUANT LE DROIT FRANÇAIS.
- Les garanties accordées au titre la garantie « Fonds de prévention » qui s'appliquent uniquement au bénéfice des Filiales Immatriculées en France.

5. MONTANT DE LA GARANTIE

Le montant visé aux Conditions Particulières (« Montant de la Garantie ») constitue l'engagement maximum auquel l'Assureur peut être tenu pour les Réclamations couvertes par le présent contrat et imputées à la même Période d'Assurance, prolongée par la période de Garantie subséquente, pour l'ensemble des Assurés.

Les Frais de Défense sont inclus dans le Montant de la Garantie. Leur règlement entraîne la diminution corrélative du Montant de la Garantie correspondant à la Période de Garantie pendant laquelle le Sinistre est survenu. Leur montant est imputé à leur date de paiement effectif sur le Montant de la Garantie.

Si plusieurs contrats d'assurance sont souscrits pour garantir tout ou partie des mêmes Sinistres, la présente garantie n'interviendra qu'en dernière ligne, après épuisement des garanties des autres contrats.

Dans le cas où un Sinistre est couvert par le présent contrat et par tout autre contrat émis par l'Assureur, le Montant de la Garantie du présent contrat sera réduit du paiement effectué au titre de l'autre contrat.

6. DÉFINITIONS

Pour l'exécution du contrat, les termes suivants ont un sens précis. Ils prennent, dans le corps du contrat, une majuscule.

On entend par :

7. ASSURÉS

Sont considérés comme Assurés (avec ou sans délégation de pouvoirs) :

- Tout Dirigeant passé, présent ou futur du Souscripteur,
- Tout Dirigeant passé, présent ou futur des Filiales du Souscripteur, étant précisé que, sauf dérogation écrite de l'Assureur, seul bénéficie de la qualité d'Assuré le Dirigeant qui, à la date à laquelle la société devient ou est devenue une Filiale au sens du présent contrat, a conservé une fonction de Dirigeant au sein de cette Filiale ou du Souscripteur,
- Le Souscripteur et/ou sa ou ses Filiales uniquement dans le cadre de l'extension 2.11 ci-avant.

Il est entendu que la garantie s'applique quel que soit la date à laquelle une personne physique acquiert la qualité d'Assuré par rapport à la date d'effet du contrat, que cette date soit passée, présente ou future. Il en est de même pour tout Assuré ultérieurement révoqué, licencié, retraité ou démissionnaire.

La garantie est étendue, en cas de décès ou incapacité d'un Assuré, à toute Réclamation introduite contre les héritiers, légataires, représentants légaux ou ayants cause de cet Assuré.

8. TIERS

Toute personne physique ou morale autre que l'Assuré.

9. CONSÉQUENCES PÉCUNIAIRES

Les conséquences pécuniaires, y compris celles relatives à la réparation d'un préjudice moral, que les Assurés sont personnellement tenus de payer en raison d'une décision d'une juridiction civile (y compris le tribunal de commerce ou le conseil des prud'hommes), d'une juridiction répressive, d'une juridiction administrative ou d'une sentence arbitrale ou d'une transaction passée avec le consentement écrit préalable de l'Assureur, suite à toute Réclamation introduite à leur encontre pendant la Période d'Assurance ou la Période Subséquente.

Cette définition inclut, dans la mesure où la loi le permet, la couverture des conséquences pécuniaires à caractère civil, notamment celles pouvant résulter du comblement de passif mis à la charge d'un dirigeant, y compris les frais liés à la mise en œuvre d'obligations fiscales ou sociales.

Sont également garantis les frais de défense et de représentation relatifs à toute procédure administrative, fiscale, disciplinaire ou pénale, y compris les frais de constitution de caution, de gestion de crise, de relations publiques, de reconstitution d'image, ainsi que ceux en lien avec les procédures d'extradition ou de privation d'actifs.

Ne sont pas garantis les paiements ayant le caractère de sanctions pécuniaires personnelles (telles que les amendes ou pénalités à vocation répressive), à l'exception des sommes à caractère civil ou réparatoire mises à la charge du dirigeant dans le cadre d'une décision de justice ou d'un accord transactionnel validé par l'Assureur.

10. DIRIGEANTS

Tout Dirigeant de droit et /ou Dirigeant de fait du Souscripteur ou de sa Filiale ; Tout Dirigeant additionnel y compris les anciens dirigeants.

Toute personne physique, salariée ou non, régulièrement investie au regard de la loi et/ou des statuts des fonctions de direction, de représentation, de contrôle et de surveillance, avec ou sans délégation de pouvoirs.

10.1 DIRIGEANTS DE DROIT

Toute personne physique, salariée ou non, régulièrement investie au regard de la loi et/ou des statuts des fonctions de direction, de représentation, de contrôle ou de surveillance, et notamment (**liste énumérative mais non limitative**) :

Pour le Souscripteur :

- Le Président de l'Etablissement Français du Sang,
- Les membres du Conseil d'administration de l'Etablissement Français du Sang (art. L.1222-5 du Code de la santé publique),
- Les Directeurs des Etablissements de transfusion sanguine,
- Les Directeurs Généraux,
- Les Directeurs Généraux Adjointes,
- Les Directeurs Généraux Délégués
- Les membres des Conseils d'Etablissement (art. L.1223-1 du Code de la santé publique),
- La personne responsable titulaire et la personne responsable intérimaire pour les produits sanguins labiles désignées au sein de l'Etablissement Français du Sang, en vertu des articles L. 1222-2 et R. 1222-9-3 du Code de la santé publique,
- La personne responsable titulaire et la personne responsable intérimaire pour les tissus, leurs dérivés et les préparations de thérapie cellulaire désignées au sein de l'Etablissement Français du Sang, en vertu des articles L. 1243-2-1 et R. 1243-13 du Code de la santé publique,

Pour la Filiale :

- Les Présidents du Conseil d'administration,
- Les Directeurs Généraux,
- Les Directeurs Généraux Adjointes,
- Les Directeurs Généraux Délégués
- Les Administrateurs,
- Les Représentants Permanents des personnes morales administrateurs ou des personnes morales membres du Conseil de Surveillance,
- Les Membres du Directoire et leur Président,
- Les Membres du Conseil de Surveillance et leur Président,
- Les Gérants,
- Les Liquidateurs amiables de toute Filiale,

Toute personne physique qui serait investie au regard d'une législation étrangère de fonctions similaires à celles visées au point ci-dessus.

10.2 DIRIGEANTS DE FAIT

Est qualifiée de « Dirigeant de fait » toute personne physique qui, sans disposer d'un mandat social officiel, exerce de manière indépendante, continue et effective une activité de gestion et de direction de la société ou de ses filiales.

Cette personne réalise des actes positifs de gestion, au lieu et place du dirigeant de droit ou en complément avec lui, sans lien de subordination ni délégation formelle.

La qualification de dirigeant de fait s'apprécie au regard d'un faisceau d'indices, notamment

la prise de décisions stratégiques, le contrôle effectif de la gestion, la signature de documents importants, ou la représentation informelle de la structure.

Le dirigeant de fait ne bénéficie pas des prérogatives légales ni des protections liées au mandat social, mais il peut voir sa responsabilité civile, pénale et administrative engagée en cas de faute avérée de gestion ou de non-respect des obligations légales et réglementaires, au même titre que le dirigeant de droit. Sa responsabilité, cependant, n'est pas automatique et doit être établie par les juridictions compétentes.

Cette définition s'applique également à toute personne physique pour laquelle une juridiction rechercherait la responsabilité en qualité de dirigeant de fait sur le fondement des faits et actes de gestion exercés.

10.3 DIRIGEANTS ADDITIONNELS

Les cadres dirigeants de l'Etablissement Français du Sang visés par l'accord de l'Etablissement Français du Sang relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail et qui n'ont pas la qualité de Dirigeant de droit au sens de l'article 12.4.1 du présent contrat,

Les Directeurs adjoints des Etablissements de transfusion sanguine,

Toute personne physique, salariée ou non, qui a reçu une délégation de pouvoir d'un Dirigeant de droit ou qui bénéficie d'une sous-délégation valide de cette délégation,

Toute personne physique, salariée ou non, membre d'un comité du Souscripteur ou d'une Filiale créé dans le cadre du gouvernement d'entreprise, notamment le comité d'audit, de stratégie, de rémunération ou de nomination, le comité d'éthique et de déontologie du Souscripteur, ainsi que tout comité équivalent au regard d'une législation étrangère, pour toute Faute Professionnelle commise par cette personne dans le cadre de ses fonctions au sein de ce comité,

Toute personne physique, salariée ou non, membre d'un comité de surveillance de la Filiale constituée sous la forme juridique d'une société par actions simplifiées, pour toute Faute Professionnelle commise par cette personne dans le cadre de ses fonctions exercées au sein de ce comité,

Tout conciliateur et/ou mandataire ad hoc désignés en application des articles L. 611-3 et suivants du Code de commerce, pour toute Faute Professionnelle commise dans l'exercice de leur mission pour le compte de la Filiale,

Tout employé du Souscripteur et/ou de la Filiale, uniquement s'il est mis en cause avec un Dirigeant de droit ou un Dirigeant de fait du Souscripteur et/ou de sa Filiale dans le cadre d'une Réclamation.

11. FAUTE PROFESSIONNELLE

Tout manquement des Assurés aux obligations légales, réglementaires ou statutaires, toute faute de gestion, sans niveau de gravité, avérée ou alléguée, commise par imprudence, par négligence, par omission, par erreur, par déclaration inexacte, toute Violation des règles relatives aux Rapports Sociaux et, en général tout acte fautif quelconque qui engage la responsabilité des Assurés avant la date de résiliation ou d'expiration d'une ou des garanties du présent contrat et qui engage leur responsabilité exclusivement dans leurs fonctions de Dirigeants, de Représentant, d'employé ou de Fondateur du Souscripteur et/ou de la Filiale.

12. FILIALE

Toute société française ou étrangère dans laquelle le Souscripteur détient, à la date d'effet du présent contrat ou antérieurement, plus de 50 % des droits de vote soit directement, soit indirectement par l'intermédiaire d'une ou plusieurs Filiales.

Toute société dans laquelle le Souscripteur directement ou indirectement par l'intermédiaire d'une ou plusieurs Filiales nomme la majorité des Dirigeants de droit au bénéfice d'un contrat de management par lequel la gestion de cette société lui est confiée.

Toute société qui viendrait à être acquise ou créée pendant la Période d'Assurance et :

- Détenue par le Souscripteur à plus de 50 % des droits de vote soit directement, soit indirectement par l'intermédiaire d'une ou plusieurs Filiales ou,
- Dans laquelle le Souscripteur directement ou indirectement par l'intermédiaire d'une ou plusieurs Filiales nomme la majorité des Dirigeants de droit ou bénéficie d'un contrat de management par lequel la gestion de cette société lui est confiée.
- Est assimilée à la notion de Filiale toute association, fondation, comité d'entreprise ou d'établissement, exclusivement créé et géré par le Souscripteur ou ses Filiales.
- La période subséquente bénéficie également aux Filiales.

À L'EXCEPTION DES SOCIÉTÉS SUIVANTES :

LES SOCIÉTÉS IMMATRICULÉES AUX ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, OU DANS L'UN DE SES TERRITOIRES OU POSSESSIONS, DONT LE MONTANT DU DERNIER CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ A LA DATE DE CLOTURE DU DERNIER EXERCICE EST SUPÉRIEUR A 200.000.000 USD ;

LES SOCIÉTÉS AYANT DES VALEURS MOBILIÈRES PLACÉES SUR UN MARCHÉ RÉGLEMENTÉ AUX ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, OU DANS L'UN DE SES TERRITOIRES OU POSSESSIONS.

Toute association ou fondation exclusivement constituée ou gérée par le Souscripteur et/ou sa Filiale. Les Comités d'Entreprises du Souscripteur et de sa Filiale, ainsi que les instances issues du Comité d'Entreprise, c'est-à-dire, les Comités d'Etablissement, le Comité Central d'Entreprise et le Comité de Groupe.

13. FONDATEUR

Toute personne physique Dirigeant procédant ou ayant procédé aux opérations de constitution de toute autre personne morale destinée à devenir une Filiale, à l'exclusion de tout conseil externe ayant effectué les actes de constitution de ladite personne.

15. FRAIS

15.1 FRAIS DE DÉFENSE

Les Frais de Défense concernent les honoraires et frais divers engagés pour la défense des Assurés :

- Devant les juridictions civiles, administratives ou arbitrales, devant les juridictions pénales,
- Dans le cadre d'une procédure amiable.

Les honoraires et frais divers, notamment :

- Les frais de procédure, frais de comparution, frais d'expertise,
- Les frais relatifs à une caution, quel que soit sa nature, y compris les intérêts d'emprunts bancaires pour la constitution de cette caution, afférents à une Réclamation fait à l'encontre des Assurés et nécessaires à leur défense y compris en cas de réclamation conjointe.

15.2 FRAIS DE COMMUNICATION LIES A UNE PROCÉDURE D'EXTRADITION

Les frais et dépenses raisonnables et nécessaires engagés par un Dirigeant auprès d'un professionnel des relations publiques extérieur au Souscripteur ou à sa Filiale à la suite d'une procédure d'extradition introduite à l'encontre de ce Dirigeant.

15.3 FRAIS DE CONSULTANTS LIES A UNE PROCÉDURE D'EXTRADITION

Les frais et dépenses raisonnables et nécessaires engagés par un Dirigeant auprès de tout consultant ou de tout fiscaliste reconnu, suite à une procédure d'extraction introduite à l'encontre de ce Dirigeant.

15.4 FRAIS DE REHABILITATION

Les frais et dépenses raisonnables et nécessaires engagés par un Dirigeant auprès d'un professionnel des relations publiques extérieur au Souscripteur ou à sa Filiale en vue de réparer toute atteinte à la réputation subie par ce Dirigeant, résultant d'articles de presse ou de toute autre information véhiculée par les médias accessibles au public, et qui fait suite à une Réclamation introduite à son encontre et garantie par le présent contrat.

15.5 FRAIS DE SOUTIEN PSYCHOLOGIQUE

Les frais et dépenses raisonnables et nécessaires engagés auprès d'un psychologue par les personnes listées ci-après suite à une Réclamation garantie par le présent contrat :

- Le Dirigeant mis en cause dans ladite Réclamation,
- Ses ascendants ou descendants au premier ou second degré, ou tout autre Dirigeant.

Les coordonnées du psychologue seront communiquées à l'Assuré par l'Assureur sur demande lors de la déclaration de Sinistre.

15.6 FRAIS DE DÉFENSE ADDITIONNELS

Les frais de défense additionnels qui sont encourus par un Assuré sous réserve que cet Assuré n'ait pas été visé par des Réclamations ayant conduit à l'épuisement du montant maximum des garanties.

15.7 INSTITUTIONS FINANCIÈRES

Toute banque, caisse d'épargne, établissement de crédit, gestionnaire d'actifs, conseiller en investissements financiers, fonds d'investissement, mutuelle, compagnie d'assurances ou de réassurance, société de courtage, société de capital-risque, ou société d'investissement.

23. PARTICIPATION

Toute société détenue par le Souscripteur et/ou de sa Filiale à 50% ou moins de 50% des droits de vote, figurant dans le rapport annuel du Souscripteur ou dans son dernier questionnaire, ou acquise postérieurement à la clôture des comptes ;

Toute fondation, association, groupement d'intérêt économique ou syndical professionnel,

A L'EXCLUSION DES FONDS DE PENSION.

SAUF DÉROGATION ÉCRITE DE L'ASSUREUR, NE SONT PAS CONSIDÉRÉES COMME UNE PARTICIPATION :

LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES,

LES SOCIÉTÉS IMMATRICULÉES AUX ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, OU DANS L'UN DE SES TERRITOIRES OU POSSESSIONS,

LES SOCIÉTÉS AYANT DES VALEURS MOBILIÈRES PLACÉES SUR UN MARCHÉ RÈGLEMENTÉ

AUX ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, OU DANS L'UN DE SES TERRITOIRES OU POSSESSIONS.

24. PLACEMENT DE VALEURS MOBILIÈRES

- Toute admission ou tentative d'admission aux négociations de valeurs mobilières d'une Filiale ou d'une Participation, et/ou,

- Toute émission ou tentative d'émission de valeurs mobilières d'une Filiale ou d'une Participation, et/ou,
- Tout changement de type de cotation de valeurs mobilières d'une Filiale ou d'une Participation, y compris tout transfert d'un placement privé à un placement public, ou changement de niveau d'American Depositary Receipt (ADR) ou d'American Depositary Shares (ADS),

Réalisés antérieurement ou postérieurement à la date d'effet du présent contrat, et quel que soit le marché de valeurs concerné ou la forme utilisée (placement privé ou public, ADR, ADS).

25. VALEURS MOBILIÈRES

Tout titre émis par inscription en compte ou par tradition (remise matérielle d'un titre au porteur incorporant physiquement le droit qu'il représente), qui confère des droits identiques pour une même catégorie et donne accès, directement ou indirectement, à une quotité du capital de la personne morale émettrice ou à un droit de créance général sur son patrimoine.

26. PÉRIODE D'ASSURANCE OU ANNÉE D'ASSURANCE

- a) Pour la première période d'assurance, la période entre l'article 4.5 et l'article 4.6 du Titre 2 du présent contrat.
- b) Pour les périodes d'assurance suivantes, la période comprise entre :
 - Deux échéances annuelles consécutives ou,
 - La dernière échéance annuelle et la date d'effet de la résiliation ou d'expiration du présent contrat.

27. PÉRIODE SUBSÉQUENTE

La période d'une durée de 5 (cinq) ans, succédant immédiatement à la date de résiliation ou de fin du présent contrat, durant laquelle toute Réclamation fondée sur ou ayant pour origine une Faute Professionnelle, réelle ou alléguée, commise avant cette date peut être introduite à l'encontre des Assurés, sauf si le Souscripteur et/ou sa Filiale a souscrit une nouvelle garantie de responsabilité déclenchée par la réclamation auprès d'une nouvel assureur couvrant le même risque que le présent contrat.

28. RÉCLAMATION

- a) Toute procédure contentieuse introduite par toute personne physique ou morale à l'encontre d'un Assuré visant à la réparation d'un préjudice pécuniaire ou moral ayant pour origine toute Faute Professionnelle ;

- b) Toute demande amiable faite par écrit par toute personne physique ou morale dont l'intention est de mettre en cause la responsabilité d'un Assuré pour toute Faute Professionnelle ;
- c) Toute enquête, poursuite, instruction ou investigation judiciaire (pénale / civile) menée à l'encontre d'un Assuré pour toute Faute Professionnelle ;
- d) Toute enquête ou poursuite administrative, arbitrale, y compris l'audition d'une personne Assurée, menée à l'encontre d'un Assuré pour toute Faute professionnelle.

Toutes les Réclamations résultant d'une même Faute Professionnelle ou d'une même série de Fautes Professionnelles et ayant la même cause technique constituent une seule et même Réclamation.

29. SINISTRE

Les dommages ou ensemble de dommages causés à toute personne physique ou morale engageant la responsabilité de l'Assuré, résultant d'un fait dommageable et ayant donné lieu à une ou plusieurs Réclamations.

Le fait dommageable est celui qui constitue la cause génératrice du dommage.

Un ensemble de faits dommageables ayant la même cause technique est assimilé à un fait dommageable unique.

30. VIOLATION DES RÈGLES RELATIVES AUX RAPPORTS SOCIAUX

Toute preuve ou allégation de :

- a) Résiliation, rupture ou non-reconduction abusive du contrat de travail d'un Dirigeant salarié ou d'un employé à l'initiative du Souscripteur et/ou de sa Filiale (y compris si le contrat de travail n'a pas fait l'objet d'un écrit), notamment tout licenciement abusif ou sans cause réelle et sérieuse, tout licenciement irrégulier ou nul, toute requalification en un licenciement d'une démission ou mise à la retraite forcée,
- b) Refus abusif d'emploi ou de promotion, privation abusive d'opportunité de carrière, rétrogradation abusive,
- c) Mesure disciplinaire abusive,
- d) Présentation fausse ou inexacte d'un poste de travail au sein du Souscripteur et/ou de sa Filiale, y compris si celle-ci est faite à un postulant à un emploi au sein du Souscripteur et/ou de sa Filiale,
- e) Manquement au respect des droits liés aux congés payés et au temps de travail,
- f) Harcèlement moral ou sexuel,

g) Discrimination,

h) Non-respect de la réglementation en matière d'hygiène et de sécurité des personnes.

Ces Violations des règles relatives aux Rapports Sociaux doivent avoir été commises avant la date de résiliation ou de fin du présent contrat par un Dirigeant ou par un employé du Souscripteur et/ou de sa Filiale au préjudice d'un Dirigeant ou d'un employé ou d'un postulant à un emploi auprès du Souscripteur et/ou de sa Filiale.

31. REPRÉSENTANT

- a) Tout représentant permanent du Souscripteur et/ou de sa Filiale dans une Participation et/ou,
- b) Toute personne physique siégeant à la demande du Souscripteur et/ou de sa Filiale ayant une fonction de Dirigeant de droit dans une Participation, et/ou,
- c) Toute personne physique siégeant à la demande du Souscripteur et/ou de sa Filiale :
 - Dans le comité d'une Participation créé dans le cadre du gouvernement d'entreprise, notamment le comité d'audit, de stratégie, de rémunération ou de nomination, ainsi que tout comité équivalent au regard d'une législation étrangère, et/ou,
 - Dans le comité de surveillance d'une Participation constituée sous la forme d'une société anonyme simplifiée.

32. EXPERT

Toute personne qui répond aux mêmes critères d'indépendance vis-à-vis de la Filiale que ceux visés à l'article L. 611-13 du Code de commerce pour le mandataire ad hoc, et qui est mandaté par celle-ci, en dehors de toute procédure de conciliation ou de désignation d'un mandataire ad hoc, pour accomplir une mission en lien direct avec la survenance pendant la Période d'Assurance d'une procédure d'alerte.

Ne peuvent être désignés comme expert :

- Toute personne présentant un lien de parenté avec un Dirigeant,
- Tout expert-comptable ou commissaire aux comptes actuel de la Filiale ou tout expert-comptable ou commissaire aux comptes ayant cessé d'exercer sa mission pour le compte du Souscripteur depuis moins de deux ans.

TITRE 4 - CONDITIONS D'EXÉCUTION DU CONTRAT

Le Souscripteur s'engage à déclarer à l'Assureur, dans un délai de deux mois, à compter de la date où il a connaissance du risque :

1. Les déclarations relatives au risque assuré et aux réclamations
2. Les déclarations relatives au risque Assuré sont effectuées par la Direction Juridique et de la Conformité du Souscripteur exclusivement.
3. Les déclarations de Réclamation sont faites par écrit à l'Assureur par le seul Souscripteur.

Le Souscripteur a l'obligation d'informer l'Assureur par écrit de toute Réclamation introduite pendant la Période d'Assurance ou la Période Subséquente dans un délai de deux mois à compter de la date où il en a eu connaissance, sauf lorsque la Réclamation doit être déclarée à l'ancien assureur du Souscripteur.

Toutes les Réclamations résultant d'une même Faute Professionnelle ou d'une même série de Fautes Professionnelles ayant la même cause technique seront rattachées à la Période d'Assurance pendant laquelle la première des Réclamations a été introduite.

Si pendant la Période d'Assurance ou la Période Subséquente, le Souscripteur a connaissance de faits ou de circonstances qui sont susceptibles de constituer un fait dommageable et de donner naissance à une Réclamation, il peut :

- Notifier à l'Assureur par écrit ces faits ou circonstances avec les dates et les personnes concernées, et
- Expliciter les raisons pour lesquelles il anticipe un fait dommageable et une Réclamation.

En conséquence, une Réclamation attribuable à ces faits ou circonstances préalablement déclarés à l'Assureur, sera considérée comme ayant été faite à la date de la première notification.

4. AVANCE DES FRAIS DE DÉFENSE ET DES FRAIS ANNEXES

L'Assureur avance l'issue définitive de la Réclamation et dans la limite du montant des garanties disponible, les Frais de Défense selon les modalités d'une convention préalable établie entre l'Assureur et le Souscripteur ou les Assurés, ainsi que les Frais annexes.

Seuls les Frais de Défense autorisés par l'Assureur feront l'objet d'un règlement ; l'Assureur ne pourra refuser ce règlement sans motif valable.

Les Frais de Défense et les frais annexes réglés par l'Assureur lui seront remboursés par l'Assuré au seul cas où il est démontré par l'Assureur, ou par toute décision de justice définitive

d'une juridiction civile, administrative, répressive ou arbitrale, que la Réclamation n'était pas couverte par les garanties du présent contrat.

Les Frais de Défense et les frais annexes réglés par l'Assureur ne font pas l'objet d'un remboursement par l'Assuré dans la mesure où la Réclamation fondée sur la faute alléguée susceptible d'être couverte au titre du présent contrat donne lieu :

- Soit à une décision de justice définitive de non responsabilité,
- Soit à un abandon des poursuites à l'encontre de l'Assuré,
- Soit à une transaction amiable acceptée par l'Assureur.

5. SERVICES ASSOCIÉS AUX PRESTATIONS D'ASSURANCE

A la demande de l'assuré, l'assureur lui communiquera, sous un délai de **15** jours, l'état des sinistres intervenus, indiquant le montant des règlements opérés ou des provisions pour sinistres en cours.

Le Gestionnaire fournit au Souscripteur les prestations suivantes nécessaires à la gestion du contrat d'assurance pendant sa durée de validité, ces prestations étant complétées en tant que de besoin par les conditions de mise en œuvre mentionnées dans le mémoire de gestion joint à l'acte d'engagement :

- **La mise à disposition d'une personne dédiée à la gestion du contrat et des Sinistres**

Le Souscripteur est informé, sans délai, de tout changement de son correspondant.

- **L'assistance à la prise d'effet du contrat,**
- **L'assistance pendant la durée du contrat comprenant en tant que de besoin :**
 - La délivrance d'attestations d'assurance sur simple demande du Souscripteur,
 - L'assistance du Gestionnaire pour l'établissement des documents et questionnaires à remettre par le Souscripteur,
 - Le suivi des appels de prime (vérification des cotisations appelées) et des quittances,
 - Les réponses aux questions posées par le Souscripteur sur les garanties souscrites (nature, montants, franchise) dans le délai mentionné par le Gestionnaire dans le mémoire de gestion,
 - La déclaration d'un risque nouveau et/ou la mise en place de garanties complémentaires, étant entendu que toute demande aboutissant à une extension des garanties ne peut provenir que de la Direction Juridique et de la Conformité du Souscripteur. Le Gestionnaire s'engage à répondre dans un délai maximum de 15 jours, à compter de la réception de la demande par message électronique,
- **La prise en charge dynamique et précise des Sinistres**

Le Gestionnaire doit assurer dans les délais qu'il définit dans son mémoire de gestion :

- L'accusé de réception de la déclaration de Sinistre,

- La notification de la décision relative à la prise en charge du Sinistre,
- La communication des informations permettant le suivi du Sinistre (évaluation, provision, règlement, clôture),
- Le suivi de l'expertise (nomination de l'expert et envoi du rapport de l'expert),
- Le suivi de l'indemnisation du Sinistre.

Le Gestionnaire doit également assurer :

- En cas de Sinistre grave, l'assistance du Souscripteur et, s'il y a lieu de tout autre Assuré victime, pour la déclaration du Sinistre, lors de l'expertise et lors des recours, amiable ou judiciaire, qui seraient engagés,
- La présentation, sur simple demande du Souscripteur, d'un rapport d'analyse de la sinistralité à jour dans un délai de deux semaines à compter de la demande.
- **La réalisation d'un bilan annuel**

A la demande du Souscripteur, un bilan annuel du contrat pourra être demandé au Gestionnaire qui sera effectué par écrit.